

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 159 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2906 - Prix : 1€

## Escalade au Moyen-Orient

# Les incendiaires sont ceux qui nous gouvernent



Fonctionnaires :  
grandes manœuvres  
contre les travailleurs

Page 4

Européennes :  
La liste Lutte ouvrière  
le camp des travailleurs

Page 8

Mayotte : Surenchère  
sécuritaire pour quelques  
voix de plus

Page 11

## L'escalade militaire au Moyen-Orient et ses responsables

Toutes les populations du Moyen-Orient sont dans l'angoisse de savoir quelle va être la réponse militaire du gouvernement israélien à l'attaque de drones de l'Iran et quelles en seront les conséquences.

L'armée israélienne affirme que 99 % des drones et missiles envoyés par l'Iran ont été interceptés et qu'ils n'ont fait aucun mort. Et cette attaque était déjà la réponse attendue au bombardement israélien du consulat iranien à Damas en Syrie, ayant fait, début avril, onze morts dont sept militaires iraniens, notamment un haut général.

Si une escalade militaire s'enclenche, la responsabilité en reviendra à Israël et à ses parrains : le gouvernement des États-Unis et, derrière, ceux de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne. S'il y avait eu quelques critiques de façade de la part de ces puissances à l'encontre de Netanyahou et du massacre de la population palestinienne de Gaza, elles ont cédé la place à un nouveau soutien sans faille.

Depuis le début de l'invasion militaire de Gaza, le gouvernement israélien répète, sans qu'aucune preuve n'ait été apportée, que l'Iran a aidé le Hamas à préparer son action terroriste du 7 octobre. Mais en réalité, si l'Iran est ciblé, c'est pour des raisons bien plus anciennes.

Depuis le renversement de la dictature du Shah en 1979, l'impérialisme américain n'a cessé de vouloir mettre au pas le régime des mollahs. Pas parce qu'il était une dictature religieuse féroce contre sa propre population, mais parce qu'il refusait de se soumettre aux grandes puissances et surtout à leurs trusts pétroliers qui, avant 1979, considéraient les ressources du pays comme leur appartenant. En tant que relais de la politique des États-Unis dans la région, Israël a depuis mis l'Iran dans son viseur.

Aujourd'hui, il y a parmi les généraux et les dirigeants d'extrême droite israéliens des « Faucons » qui pensent que le moment est venu de régler son compte à l'Iran. Jusqu'à présent, l'attitude des États-Unis a été de vouloir empêcher l'embrasement de la région, tout en laissant les mains libres à l'armée israélienne pour que celle-ci mène sa guerre sans limite à Gaza. Deux flottes américaines avec porte-avions ont été envoyées en Méditerranée pour montrer que le parrain américain couvrait les exactions de l'armée israélienne et que les États de la région devaient se tenir à carreau.

Le gouvernement américain ne semble toujours pas souhaiter l'escalade. Malgré toutes les rivalités affichées, les dirigeants israéliens et iraniens ont su jusqu'à présent coexister, contribuant chacun de leur côté à maintenir l'ordre impérialiste dans cette région, en réprimant les Palestiniens pour les uns, et leur propre peuple pour les autres, comme l'a fait le régime iranien à l'automne 2022.

En provoquant l'Iran, Netanyahou a forcé la main des dirigeants impérialistes en les obligeant à réaffirmer leur solidarité totale avec Israël, quelles que soient les réserves qu'ils ont pu faire sur sa politique à Gaza. Mais au bout du compte, ce sont les grandes puissances qui décident. Ce sont elles qui accepteront, voire provoqueront l'extension régionale du conflit si elles considèrent que c'est nécessaire à leur domination.

La tension qui monte dans cette région est à l'image de ce qui se passe à l'échelle mondiale. Toutes les grandes puissances se préparent à la guerre et ont augmenté leurs budgets militaires.

Cela dépasse les conflits du Moyen-Orient et de l'Ukraine. Car tout l'ordre économique mondial, reposant sur le pillage des matières premières et l'exploitation des populations au profit de grands trusts occidentaux, est constitué de rivalités innombrables menaçant de basculer vers la guerre.

Cela nous concerne au plus haut point. Car c'est en notre nom que nos dirigeants agissent. En tant que travailleurs, nous devons dénoncer cette domination, ce pillage et ces guerres dans l'intérêt de groupes capitalistes qui sont nos propres exploités. Et soyons certains que notre gouvernement veut nous préparer à être nous aussi de la chair à canon, exactement comme le sont déjà les travailleurs d'Ukraine, de Russie, d'Israël, de Palestine et de bien d'autres pays.

Nous devons refuser cet avenir-là. Ce combat est le même que celui que nous avons à mener contre nos exploités pour notre survie économique. La classe capitaliste qui nous exploite est aussi celle qui nous enverra sur les champs de bataille.

Nathalie Arthaud

## Déficit public : taxer les travailleurs, épargner les plus riches

Après la publication du déficit 2023, qui s'élève à 154 milliards d'euros, le gouvernement veut trouver de l'argent. Pour mieux faire les poches des classes populaires, le gouvernement fait semblant de chercher aussi du côté des plus riches. Alors, mardi 2 avril, le Premier ministre Attal a créé une mission parlementaire pour « taxer les rentes ».

Le mot « rente » permet d'éviter de parler des profits capitalistes. Pourtant, les groupes du CAC 40 ont réalisé 153,6 milliards d'euros de profits en 2023, en partie grâce à l'argent public. L'argent qu'il faut

prendre est là mais il n'en est évidemment pas question. Attal détourne donc l'attention vers les « superprofits », ou encore les rachats d'actions. Il s'agit de cette pratique fréquente consistant à racheter les actions de ses propres entreprises pour faire monter leur cours en Bourse et donc la fortune des actionnaires.

Mais rien n'est encore fait. On peut même parier sans risque que les richesses des actionnaires ne seront pas égratignées. Depuis des années, les gouvernements agitent parfois ce sujet sans jamais aller plus loin. De Chirac, qui parlait des « patrons

voyous », jusqu'à Hollande et sa taxe sur les dividendes à 3 %, qui a été annulée cinq ans après et remboursée aux entreprises, tous les gouvernants ont montré la même servilité envers les capitalistes.

C'est même pour continuer à les arroser d'argent public que la dette de l'État grandit. Chaque année des centaines de milliards servent à augmenter leurs fortunes, que ce soit en exonérations de cotisations, en crédit impôt recherche ou sous une autre forme. Ce sont ceux-là qu'il faut faire payer pour cette dette qui ne concerne pas les travailleurs.

## Chômeurs : toujours dans le viseur d'Attal

Le 9 avril, en dépit des prolongations, les négociations triennales au siège du Medef entre patronat et confédérations syndicales sur l'assurance-chômage n'étaient pas terminées. S'il n'était pas difficile de savoir de quel côté venait le blocage, il était aussi simple de comprendre que, en embuscade, le gouvernement attendait de reprendre la main sur le sujet.

Dans le viseur du gouvernement, les chômeurs actuels ou futurs peuvent s'attendre, de toute façon, à une nouvelle salve de mauvais coups. Macron, Le Maire et Attal jouent sur du velours. Même en cas d'accord paritaire, une lettre de cadrage gouvernementale viendra imposer leurs vues et, faute d'accord, le gouvernement pourra décider à loisir, et de l'usage de l'excédent de caisse (1,1 milliard d'euros en 2024) et de la manière d'indemniser les chômeurs.

C'est de l'escroquerie car la caisse de l'Unedic-assurance chômage, destinée à indemniser les travailleurs sans emploi, est remplie grâce au travail de ceux qui en ont un. Qu'il s'agisse des cotisations dites patronales (en moyenne 4,05 % du salaire brut au-dessus de 1,6 smic) ou de la part versée par l'État sur la CSG récupérée depuis que la cotisation

salariale a été abolie en 2019, ces sommes sont le résultat direct du travail salarié. Leur utilisation pour l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi n'est pas un cadeau, mais un simple retour. Mettre la main sur elles revient à voler littéralement les chômeurs, actuels et à venir.

Mais ce petit magot intéresse vivement le gouvernement soucieux de récupérer l'argent à distribuer à ses amis capitalistes. Ainsi, 12 milliards de ponctions sont déjà prévues dans les trois prochaines années sur le budget de l'Unedic. En disposer sans avoir le moindre compte à rendre aux « partenaires sociaux », comme

il dit, serait une facilité de plus. Mais, surtout, Attal a déjà lourdement balisé le terrain et de nouvelles attaques contre les chômeurs, en particulier les chômeurs âgés, sont en préparation. Réduction de la durée d'indemnisation, augmentation du temps de travail nécessaire pour ouvrir des droits, recul de deux ans de l'âge donnant droit à une indemnisation plus longue des chômeurs seniors, le menu empoisonné est prêt. En supplément gratuit, non content de menacer les travailleurs dans leur ensemble en s'en prenant aux sans-emploi, ce gouvernement tente d'introduire le fiel de la division.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 26 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 27 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 28 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 4 MAI de 8H30 à 10H00**

## Fonctionnaires : grandes manœuvres contre les travailleurs

**Le gouvernement veut une réforme du statut des fonctionnaires. Une rencontre a eu lieu dans ce but avec les syndicats mardi 9 avril. D'autres réunions de ce type sont programmées sur plusieurs mois.**

Ces discussions ne servent qu'à enrober une nouvelle attaque contre les travailleurs des services publics et à rechercher la complicité des directions syndicales. Le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guerini, a fourni aux représentants syndicaux un document dans lequel il explique qu'il faut remettre en question les catégories A, B et C de la Fonction publique. Les raisons invoquées sont qu'elles « et que c'est un système qui « empêche les mobilités ». Le document explique aussi que cela écrase « la courbe des rémunérations entre catégories » et qu'il faut développer la « rémunération au mérite. » Autrement dit, il annonce de nou-

velles attaques contre des travailleurs en prétendant que c'est pour leur bien.

Dans les hôpitaux, les établissements scolaires, les municipalités, les administrations... les travailleurs du public ont des salaires au plus bas, et qui ont de plus été rongés par l'inflation tout comme les travailleurs du privé. La séparation des fonctionnaires en trois catégories – les tâches de direction et d'enseignement (catégorie A), celles d'encadrement intermédiaire (catégorie B) et d'exécution (catégorie C) – est un très bon prétexte pour l'État pour ne pas avoir à augmenter ces salaires. Par exemple, quand un agent change d'affectation pour avoir une tâche qui devrait officiellement être mieux payée, il doit souvent, pour obtenir le salaire correspondant, passer un concours avant de changer de catégorie... à la condition que l'administration crée des postes pour ces concours. Sinon, il

reste avec son ancien salaire.

Si le gouvernement veut supprimer ces catégories, il n'est pas besoin d'être devin pour savoir que ce ne sera pas pour augmenter les salaires. L'État se comporte en patron comme les autres, qui cherche à aggraver les conditions de travail et à abaisser les salaires.

Le ministre prend des précautions avant de porter ses coups, parce qu'il y a plus de cinq millions de fonctionnaires, qui représentent une force de contestation potentielle considérable. Il veut donc commencer par mettre dans sa poche les directions syndicales, en ayant l'air de faire de petites concessions afin qu'ensuite elles puissent prétendre avoir bien défendu les intérêts des fonctionnaires lors des entrevues ministérielles. Elles pourraient alors devenir le relais de l'attaque gouvernementale contre les travailleurs. La manœuvre est cousue de fil blanc.

## École André Hoareau à Saint-Benoît : les parents mécontents

**Jeudi 11 avril, plusieurs parents d'élèves ont bloqué momentanément l'entrée de l'école André Hoareau dans le quartier de Beaufonds à Saint-Benoît.**

La raison de leur colère est la fermeture depuis le 6 février des classes de maternelle, suite à des malaises d'élèves et d'agents communaux après des travaux de désinsectisation des salles de classes.

Depuis 62 jours, ces parents attendent que leurs marmailles retournent normalement en classe.

En effet, à part quelques élèves qui ont été répartis dans des classes de primaire de la même école ou d'autres dont les parents travaillent, qui ont été placés dans une autre école de la ville, la plupart des 120 enfants ont dû faire « l'école à la maison », malgré eux.

Exaspérés par l'inaction du maire Patrice Selly, qui n'a pas pris ce problème à bras le corps et proposé des solutions alternatives en attendant le nettoyage des salles contami-



nées, ils ont cadenassé le portail jusqu'à que le maire ou un responsable de la mairie vienne.

Leur action a payé puisque le lendemain, le maire a réuni les parents pour leur annoncer les solutions arrêtées : les élèves de moyenne et grande section seront accueillis à partir du 18 avril dans six classes de l'école élémentaire voisine (pour ce faire les élèves de deux classes de

CM2 vont être transférés...au collège Bouvet à proximité!) ; les petites et très petites sections dans une autre école du centre ville, dans trois salles « réaménagés » à cet effet.

Si les parents se disent soulagés, il a fallu qu'ils tirent les oreilles du cancre Selly qui, pendant deux mois, a fait l'école buissonnière !

## Eau en bouteille : escroquerie généralisée

Pureté, bien-être... voilà ce que Nestlé Waters, Danone et consorts promettent lorsque ces entreprises vendent une bouteille d'eau minérale ou de source. Mais ce que les consommateurs trouveront dans une bouteille de Vittel, Contrex, Hépar, Perrier, ou Saint-Yorre c'est une arnaque.

La différence entre l'eau du robinet et l'eau en bouteille, c'est d'abord le prix. L'eau du robinet se vend 0,003 euro le litre en moyenne, soit 2 euros par an pour une consommation de 1,5 litre par jour. L'eau en bouteille, quant à elle, se vend de 110 à 220 euros par an pour la même consommation.

C'est en certifiant la pureté de leur eau en bouteille que les entreprises du secteur justifient ces écarts de prix. En effet, pour être appelées « minérales » ou « de source », les eaux ne doivent pas subir de désinfection. La purification n'est permise que sur l'eau du robinet. Mais la qualité de l'eau de source se dégrade du fait de la pollution bactérienne et chimique et, pour y faire face, les industriels recourent depuis des années à



ces traitements interdits. Ces pratiques sont faites en toute discrétion sur les sites de conditionnement, pour ne pas se faire prendre lors des contrôles, mais elles se sont généralisées.

Pour l'instant, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) considère que c'est le cas pour au moins 30 % des bouteilles

d'eau vendues, dont la totalité de celles des marques commercialisées par Nestlé Waters.

Depuis des années les entreprises du secteur mentent sur la pureté de leur eau. Cette escroquerie leur rapporte des milliards.

## Panama Papers : la grande évasion fiscale

Vingt-sept personnes sont jugées depuis le 8 avril au Panama, dans le scandale des Panama Papers, révélé en 2016. Une fuite de 11,5 millions de documents appartenant au cabinet d'avocat panaméen Mossak Fonseca, avaient alors été exploités par un consortium de médias.

Celui-ci avait révélé les noms de 300 000 entreprises et de nombreux milliardaires, responsables politiques, sportifs et célébrités, ayant pratiqué à un haut niveau l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent : une belle brochette de capitalistes, de criminels, d'oligarques, d'hommes d'affaires et de pouvoir.

Parmi ceux-ci, on trouvait de nombreux chefs d'États en exercice à l'époque comme Porochenko président de l'Ukraine de 2014 à 2019, baptisé roi du chocolat, le premier

ministre britannique David Cameron. Question aigrefins, la France a su fournir elle aussi son contingent. On y trouve l'inévitable Balkany, ancien maire LR de Levallois, ainsi que Jérôme Cahuzac, ancien ministre PS du budget de Hollande, qui a su s'inspirer de Strauss-Kahn, lui aussi cité dans les Panama Papers, dans l'art d'administrer son propre budget. Le milliardaire Patrick Drahi, propriétaire de Altice et SFR, y fait bonne figure. La famille Le Pen est présente via la société suisse Balerton et l'entremise d'un majordome, en billets, titres, lingots et pièces d'or, ce qui prouve qu'elle sait choisir entre la préférence fiscale et la préférence nationale.

À vrai dire tout ce montage financier n'était possible que par la volonté des plus grandes banques, qui

pourvoient le cabinet panaméen, parmi d'autres, en clients fortunés pour leur permettre d'échapper au fisc. La Société générale fait partie des cinq premières.

Quand la bourgeoisie n'obtient pas l'exonération fiscale directement des pouvoirs en place, elle dispose d'un réseau bancaire qui lui permet d'échapper à l'impôt de mille et une façons. Elle sait faire de la planète entière son paradis fiscal et un enfer pour les pauvres.



## Fin de la trêve cyclonique : les menaces d'expulsion reprennent

Depuis le 15 avril, c'est la fin de la trêve cyclonique. Cela signifie que les propriétaires, les bailleurs sociaux peuvent à nouveau expulser les locataires pour loyers impayés.

Cette trêve qui dure quatre mois et demi, du 1er décembre au 15 avril est la période durant laquelle les expulsions locatives sont suspendues. À son terme, les décisions d'expulsions prises par les tribunaux sont exécutoires.

Chaque année, ce sont environ 1500 locataires qui vivent dans l'angoisse de se retrouver à la rue à cause des décisions d'expulsions prononcées par la justice. Mais si dans la majorité des cas des solutions de relogement sont trouvées, évitant ainsi des expulsions brutales, 70 à 80 familles par an sont expulsées de leur logement, manu militari !

Avec la crise du logement qui persiste et l'appauvrissement des travailleurs, ce nombre pourrait augmenter cette année ou dans les années à venir.

À cause de la pénurie de logements sociaux (l'année dernière, seuls 1 650 logements ont été livrés



alors qu'il en faudrait chaque année au moins le triple !), des prix des loyers inabordables, de plus en plus de travailleurs se retrouvent sans logement. Certains se tournent vers les marchands de sommeil sans scrupules qui leurs louent des logements insalubres, des garages ou des sous sols humides à des prix prohibitifs ; d'autres se résignent à dormir dans leur voiture !

L'État est le premier responsable de cette situation car il refuse de mettre les moyens nécessaires pour la construction des logements manquants.

De l'argent, les gouvernements en trouvent pourtant pour faire des cadeaux par milliards aux capitalistes y compris ceux du BTP, pour construire ou réhabiliter des usines d'armement !

## Travailleurs sans papiers : régularisation pour tous !

Jeudi 2 avril, plusieurs dizaines de membres du collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry-sur-Seine ont déployé deux banderoles sur les marches de la Grande Arche de la Défense.

Ce monument a été inauguré en 1989, construit par plus de 2 000 ouvriers, sans doute parmi eux de nombreux immigrés dont deux qui y ont perdu la vie. Comme le rappelle une banderole, « une instruction la plus humaine possible des dossiers » était la phrase prononcée par Darmanin lors d'une réunion tenue le 29 septembre 2022, en présence du comité, et à la demande de la députée communiste de Gennevilliers Elsa Faucillon.

À la suite de cette rencontre, 83 ouvriers de RSI, une société d'inté-

rim spécialisée dans le bâtiment, en grève depuis décembre 2021, avaient obtenu un récépissé d'une validité de six mois, avec autorisation de travail. Contents de cette situation, même si elle n'était que provisoire, ils avaient levé leur piquet de grève qu'ils tenaient depuis plus d'un an. Mais six mois plus tard, lors du renouvellement, alors qu'ils avaient tous trouvé un emploi, seuls dix-huit avaient vu leur autorisation de travail prolongée d'un an, et elle va bientôt arriver à expiration. Les 65 autres étaient retournés à la situation de sans-papiers, alors que les autorités n'avaient absolument rien à leur reprocher. L'État venait de faire, de 65 ouvriers, à nouveau 65 sans-papiers.

La situation est aussi dramatique pour les autres travailleurs sans

papiers de Chronopost à Alfortville et DPD au Coudray-Montceaux, en région parisienne, qui ont démarré leur lutte en même temps que ceux de RSI. Sur les 200 du piquet de Chronopost Alfortville, seuls quinze ont été régularisés, et la préfecture a fait savoir dernièrement qu'elle ferait la porte à toute autre régularisation.

Un peu étonnés de ce rassemblement, des passants se renseignaient avec sympathie sur la situation de ces travailleurs qui, par leur présence, ont montré qu'ils étaient toujours là et exigeaient leur régularisation. Ils veulent sortir de cette situation révoltante de clandestins dans laquelle ils sont contraints de vivre, alors qu'ils travaillent tous.

## Migrants : des chemins d'Europe de plus en plus tortueux

Depuis le début de l'année, plus de 1 500 migrants, en majorité égyptiens, venus de Libye, ont débarqué sur l'îlot de Gavdos, au sud de la Crète.

En effet, cette île grecque de 27 km<sup>2</sup>, peuplée de 70 habitants, se trouve désormais sur une nouvelle route que les migrants sont obligés d'emprunter pour traverser la Méditerranée. Or il est prévisible que le nombre de départs d'Égypte augmente prochainement. La population y est prise à la gorge par l'inflation, qui atteignait déjà officiellement 35 % en janvier et s'accélère après un accord du gouvernement avec le Fonds monétaire international. Les raisons de tenter de rejoindre l'Europe ne manquent pas pour les habi-

tants, qu'ils soient égyptiens ou réfugiés du Moyen-Orient ou du Soudan.

Jusqu'à récemment, les migrants partant d'Égypte se rendaient à Tobrouk pour tenter de rejoindre ensuite l'Italie, mais les opérations policières se sont multipliées, rendant les voyages plus périlleux. En mars 2023, l'Union européenne a signé un accord avec la Libye lui apportant un soutien financier et matériel pour intercepter les migrants en mer et les renvoyer dans les centres de rétention où ils subissent la torture.

Quant à l'Italie, en plus des accords passés de longue date avec le gouvernement libyen officiel, elle vient de renforcer ses liens avec le général Haftar, dont les milices cont-

rôlent le port de Tobrouk et sa région, de façon à intercepter, là aussi, les migrants. C'est ainsi que s'est ouvert un autre itinéraire en direction des îles grecques même si elles sont à 300 kilomètres, du moins pour ceux qui payent un prix plus élevé aux passeurs. Mais de son côté, l'Égypte s'engage à intercepter ceux qui partent du pays, par un accord de « partenariat global » qu'elle vient de signer avec l'Union européenne.

L'état se resserre sans cesse. Cela n'empêchera pas celles et ceux qui ont besoin d'un refuge et d'un travail de tenter leur chance vers l'Europe forteresse, mais à quel prix !

## La santé avant les profits

La préservation de privilèges et les économies sur la santé publique ont limité la formation de médecins durant 50 ans. Avec ce « numerus clausus » des milliers d'étudiants en médecine ayant réussi leurs examens et obtenu un niveau suffisant pour exercer leurs spécialités se sont vus fermer les portes de la profession. Le

résultat, c'est qu'aujourd'hui, il manque partout des médecins, dans les hôpitaux, dans des régions entières.

À La Réunion plusieurs villes sont dépourvues d'ophtalmologues, de cardiologues ou d'ORL obligeant les malades à se déplacer loin de chez eux et à attendre des mois pour

obtenir un rendez-vous. Une grande partie du corps médical dépasse les 60, voire les 70 ans, faute de remplaçants et quand certains médecins partent à la retraite ils ne sont pas remplacés, comme à Salazie.

## Démagogie raciste et xénophobe, le fonds de commerce du Rassemblement national

En visite à La Réunion pour trois jours pour la campagne des Européennes, Marine Le Pen, a été reçue au Journal télévisé d'Antenne Réunion où elle a fustigé « l'Europe de Macron » pour lui opposer « l'Europe des Nations », où elle a désigné l'Octroi de mer comme cause principale du coût de la vie dans l'île et dénoncé « l'immigration massive » venant des Comores, via Mayotte.

La propagande de MLP consiste à surfer sur la peur de la « *submersion comoro/mahoraise* », à Mayotte sur la « *submersion comoro/Afrique de l'Est et des Grands Lacs* » et en France sur la « *submersion maghrébo-africaine* ».

Le FN n'a pas changé de logiciel en changeant de nom. il vise toujours les immigrés, pas les riches, mais les pauvres, les travailleurs immigrés.

En s'en prenant à l'octroi de mer, à « l'Europe » elle fait volontairement l'impasse sur les marges éhontées que s'octroient les patrons réunionnais et les groupes capitalistes français sur chaque marchandise et le racket qu'ils imposent toujours plus à la population de La Réunion.

Elle a même poussé l'outrance jusqu'à mettre en cause les évacuations sanitaires de Mayotte vers La Réunion dans le déficit du CHU en

visant au passage les immigrés Comoriens. Alors que ce déficit provient comme chacun sait du déficit de financement de l'État, de la politique de financement à l'acte et de l'insuffisance du coefficient géographique destiné à compenser les surcoûts ultramarins supportés par les établissements de santé réunionnais par rapport à l'Hexagone,

Les mensonges de la présidente du Rassemblement national ne nous ferons pas oublier que le camp de Marine Le Pen/Bardella reste celui qu'il a toujours été : celui du patronat contre les travailleurs !

### Lutte ouvrière – le camp des travailleurs : communiste, révolutionnaire et internationaliste

**Serge Latchoumanin, porte-parole de Lutte ouvrière à La Réunion et candidat sur la liste aux Européennes**



**Alors que les politiciens défilent à La Réunion et à Mayotte, notre camarade Serge Latchoumanin, porte-parole de Lutte ouvrière à La Réunion, candidat sur la liste Lutte ouvrière aux Européennes, revient sur ce que vivent les travailleurs de l'île**

Je m'appelle Serge Latchoumanin, j'ai 55 ans, j'habite Saint-Benoît à l'île de la Réunion, et je suis

formateur à la chambre d'agriculture. La chambre d'agriculture, comme tous les établissements publics, subit la politique de restrictions budgétaires de la part de l'État. Trop d'effectifs, disent-ils. Ainsi, depuis 20 ans, le nombre de salariés n'a cessé de diminuer. Les salaires sont quasiment bloqués. Cette politique fait l'affaire des entreprises privées comme le groupe sucrier Tereos, qui concurrence de plus en plus la chambre d'agriculture. L'agriculture bénéficie d'énormes subventions publiques dont celles de l'Europe. Entre 2018 et 2022, ce ne sont pas moins de 280 millions d'euros d'aides européennes qui ont été versées. Mais celles-ci vont majoritairement dans la poche des gros cultivateurs, des gros

propriétaires fonciers, dont certains sont les rejetons des anciens colons esclavagistes. Alors que les petits planteurs peinent à joindre les deux bouts voire arrêtent leurs exploitations. En 10 ans, entre 2010 et 2020, le nombre des petites exploitations a diminué d'environ 20 %. Quant aux ouvriers agricoles, notamment les coupeurs de cannes qui sont pour la plupart des saisonniers, pas toujours déclarés, ils sont encore payés à la tâche et en dessous du SMIC. Dans les champs, on trouve aussi bien des ouvriers créoles que comoriens ou mahorais. L'exploitation patronale ne connaît pas de frontières. L'abolition des frontières entre les travailleurs est au cœur de mon combat en tant que communiste révolutionnaire

**Candidat aux Européennes sur la liste Lutte ouvrière : Jean-Marie Nomertin, employé en Guadeloupe**



**Candidat sur la liste Lutte ouvrière, j'ai 59 ans, j'ai travaillé dans le secteur de la banane et durant ces années, surtout dans les grandes exploitations, j'ai dû, à l'instar de mes camarades, transporter 157 régimes par jour à dos d'homme...**

Une étude a démontré qu'avec ces 135 régimes les travailleurs transportent sept tonnes par jour à dos d'homme. Avec les conséquences que l'on peut deviner, les genoux abîmés, les chevilles endolories, les épaules n'en parlons même pas, et tout cela se fait dans l'indifférence la plus totale.

Nous sommes aussi confrontés au problème et au scandale du chlordécone. Le chlordécone, c'est une dérogation obtenue par les serviteurs des capitalistes assoiffés d'argent, de profit et pleins de cupidité. Ces derniers, avec les ministres de l'époque, notamment Chirac, notamment Nallet ministre de l'Agriculture, ont signé une DÉROGATION, dix lettres cochées pour obtenir le droit de nous empoisonner, nous les travailleurs de la banane en premier lieu. Nous sommes en train de mener un combat contre l'empoisonnement au chlordécone : plus de vingt ans de procédure, des tonnes de papier qui aboutissent à un non-lieu. Donc les capitalistes ont tous les droits, les pauvres et les travailleurs n'en ont aucun.

On a vu récemment une étude qui démontrait qu'en Guadeloupe et en Martinique il y a un énorme pourcentage d'hommes atteints du cancer de la prostate. C'est un crime, un crime odieux perpétré à l'insu de tous, qui aujourd'hui nous condamne à mourir à petit feu, et plus largement toute la

population, avec les consommations d'eau, de cultures vivrières contaminées, etc.

Ce que nous disons : nous sommes présents à ces élections européennes pour dénoncer, mais pas seulement, pour faire en sorte qu'on puisse faire bouger les choses, préparer la classe ouvrière à faire face à la montée de l'extrême droite.

Les raisons de ma présence sur la liste de Lutte ouvrière à ces élections sont non seulement de renforcer le camp des travailleurs, mais aussi qu'il y ait un choix autre qu'entre les serviteurs des capitalistes ou la montée de l'extrême droite qui est un danger pour toute la classe ouvrière.

C'est d'une grande importance dans ces élections de réaffirmer notre position et ne pas donner prétexte à certains de ne pas voter. À ces élections il y a un fort taux d'abstention, mais nous disons qu'il y a une réponse plus appropriée qui est de voter Lutte ouvrière, de voter pour le camp des travailleurs.



## Mouvement de colère au collège Alsace Corré à Cilaos

Jeudi 18 avril, les enseignants du collège Alsace Corré à Cilaos ont appelé à une « opération collège mort ». Les professeurs de cet unique collège du cirque ont demandé aux parents de garder leurs enfants à la maison en signe de protestation contre le manque de moyens.

Leur message a été reçu cinq sur cinq par les parents puisque sur les 324 élèves inscrits, seuls 15 étaient présents à 7h30.

Cela fait des mois que les enseignants dénoncent les fermetures successives de classes depuis 2021, les classes surchargées avec 28 à 30 élèves, le manque d'AESH et d'AED, le volume horaire d'ensei-

gnement revu à la baisse, la précarisation des enseignants sur des demi-postes ou non titulaires, etc. Mais le rectorat reste sourd à leurs revendications.

La colère des profs est aussi dirigée contre les conséquences des réformes à venir du gouvernement comme les divisions de classe. Avec cette mesure, les élèves seront séparés en fonction de leur capacité scolaire en français et en mathématiques. Une « discrimination », « les meilleurs avec les meilleurs, et les mauvais entre eux » dénonce un enseignant (*Clicanoo* du 18 avril).

Alors qu'enseignants et parents réclament « plus de moyens pour

plus de réussite », Gabriel Attal veut mettre en place des « commissions éducatives » pour sanctionner les élèves soi-disant perturbateurs et des « contrats de droits et d'obligations » pour les parents.

Les priorités du premier ministre, ex-ministre de l'Éducation sont bien loin de l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage de la jeunesse, des éducateurs et des enseignants !

Attal et sa matraque doivent trouver beaucoup de parents, d'élèves et d'enseignants comme ceux de Cilaos...

## Le Port : Salariés du nettoyage et résidents de la société Van Dick mobilisés contre les licenciements et pour leurs droits

Mardi 16 avril, les locataires de la cité SIDR Van Dick du Port étaient conviés à une réunion d'information avec le maire, Olivier Hoarau, et le nouveau président de la SIDR, Laurent Pinsel.

Leur objectif déclaré étaient « d'apaiser les esprits » des habitants de cette cité qui avaient manifesté leur mécontentement devant manque de considération de cet organisme de locations à loyers modérés à leur égard, le manque d'entretien des espaces verts et des parties communes, l'absence d'espaces dédiés aux enfants. Ces habitants dénoncent aussi le licenciement récent de cinq travailleurs de la société Pronett qui travaillaient en sous-traitance pour la SIDR dans ces immeubles, parfois depuis plus de vingt ans.

Pronett avait décidé en janvier dernier d'entamer une procédure de licenciement économique prétextant des difficultés financières peu avant la renégociation du marché du nettoyage des immeubles de la SIDR. Elle privait ainsi ces travailleurs du bénéfice d'une disposition essentielle de leur convention collective (l'article 7) obligeant une entreprise sortante à

communiquer le nom de ses salariés à l'entreprise entrante pour que cette dernière les reprenne tous et aux mêmes conditions de salaires et d'horaires.

La SIDR de son côté déployait un plan de mise en place de gardiens d'immeubles dont elle s'était bien gardé d'informer les travailleurs de la sous-traitance pour en fait procéder en catimini à leur remplacement.

C'était sans compter sur la mobilisation de ces derniers et des locataires à leurs côtés qui ont fait circuler une pétition de soutien pour dire non aux licenciements et recueilli 300 signatures en quelques jours.

Aux déclarations du nouveau président de la SIDR, prétendant rétablir du lien et de la confiance entre la SIDR et les locataires, ceux-ci ont répondu que ce n'était certainement pas en privant les cinq salariés de Pronett d'emplois qu'il allait y parvenir parce que des liens d'entraide ont été forgés entre eux pendant des années. D'autres ont demandé pourquoi la SIDR et les patrons de ces travailleurs ne leur avaient pas proposé de se former au métier de gardien puis-

qu'ils en avaient toutes les qualités. Plusieurs autres ont profité de l'occasion pour dire que dans tel escalier il n'y a plus d'éclairage, que le toit en tôle d'un immeuble est percé et rouillé, mais toujours pas réparé et qu'après des années de relance, ils n'ont aucune réponse de la SIDR qui, par contre, sait leur envoyer des lettres de relance dès lors que la date de paiement d'un loyer est dépassé d'un seul jour !

Un autre intervenant remarquant la présence à la tribune du représentant de la nouvelle entreprise de nettoyage choisie par la SIDR lui a alors demandé s'il comptait reprendre les cinq travailleurs injustement licenciés. Ce qu'il a confirmé.

Le lendemain, on apprenait que le directeur de la SIDR avait décidé de priver d'immeubles à nettoyer deux des cinq salariés à qui il avait promis de continuer de fournir du travail.

Malgré cette ultime manoeuvre, les trois postes de travail sauvegardés sont à mettre sur le compte de la mobilisation commune de ces salariés et des locataires... qui va continuer pour qu'aucun ne reste sans emploi !

## ÉTATS-UNIS

### Exploitation des pauvres quel que soit l'âge

**Aux États-Unis, l'emploi des enfants explose, c'est ce que rappelle un article de RFI en date du 10 avril 2024.**

On y retrouve ainsi des milliers d'enfants parfois âgés de 12 ans dans l'industrie agro-alimentaire et la restauration. Trois fois plus qu'il y a dix ans !

Il s'agit bien souvent des enfants

d'immigrants venus d'Amérique latine.

Pendant que la police et l'administration américaine font la chasse aux migrants les accusant de tous les maux de l'Amérique, elles ferment les yeux sur ceux qui les exploitent pour des salaires de misère, dans des conditions de travail infernales et à des âges où ils devraient être sur les

banques de l'école !

Ainsi ceux qui tentent d'échapper aux guerres et à la misère tombent sous la coupe du même système d'exploitation qui fait du profit en piétinant les besoins humains.

La révolution devrait s'imposer partout, elle coûterait moins cher à l'humanité !

## MADAGASCAR

### Pendant que des fortunes se bâtissent sur la sueur des travailleurs, le pouvoir malgache traque impitoyablement les gens pauvres qui émigrent vers Mayotte

Les gendarmes du pays sont à la recherche de quatre Malgaches ainsi que des Somaliens et des Éthiopiens, tous fugitifs pour tenter d'échapper au coup de filet des forces de l'ordre. Ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produit : le 20 juillet dernier, 29 ressortissants malgaches dont 12 hommes, 15 femmes et deux enfants, ont été renvoyés manu militari par avion depuis Mayotte vers

Nosy-Be, île malgache située au nord-ouest du pays.

D'après les statistiques de la préfecture de Mayotte, 503 malgaches en situation irrégulière ont été reconduits par voie aérienne au cours de l'année 2022. Une grande partie d'entre eux provenaient des localités situées sur la pointe nord du pays, endroits où sont cultivés café, cacao,

vanille, clous de girofle, noix de coco, litchis ...

Le sort des travailleurs et des classes pauvres importe peu aux dirigeants malgaches. Ils laissent les mains libres au patronat lorsque celui-ci impose des salaires de misère et des conditions de travail démentes dans les bagnes de la production que sont devenus les ateliers de transformation de la vanille. En ce qui concerne la cueillette puis le séchage des clous de girofle, les travailleurs ne sont pas lotis à meilleure enseigne. C'est avec la sueur des travailleurs et des petits producteurs que se réalisent les profits que les propriétaires de l'industrie pharmaceutique engrangent lorsqu'ils font fabriquer des huiles essentielles.

La fève de cacao est entraînée dans une fièvre spéculative dans les places boursières de New York et de Londres. Cela a multiplié par 2,8 son cours en bourse. Par contre aux travailleurs du cacao, aux petits producteurs dont près de 80% vivent dans la misère, la flambée spéculative ne rapportera rien.



Stade de Cavani - Le camp des migrants africains démantelés en février et mars

Pour certains de ces rapatriés le retour vers Madagascar signifie l'abandon d'une vie qu'ils avaient construite depuis une dizaine d'années à l'île française Mayotte voisine, dans laquelle ils étaient pourtant réduits à mener une existence de parias constamment traqués. Les migrants malgaches espéraient trouver à Mayotte une vie meilleure. Leur arrestation puis leur expulsion ont bru-

talement mis un terme à cet espoir. En cette période de crise, l'exploitation capitaliste devient de plus en plus impitoyable : cela se traduit par la suppression de multiples emplois et par l'accomplissement des mêmes tâches par moins de travailleurs que durant les périodes précédentes où il y avait moins de chômage. Et aux acheteurs qui habitent dans les pays riches, les capitalistes des circuits de

distribution imposent des augmentations de plus en plus élevées des prix à la consommation.

C'est pourquoi, face aux exploiters capitalistes, les travailleurs des pays riches et ceux des pays pauvres, ont intérêt à trouver les chemins de leur union pour bâtir ensemble un monde meilleur débarrassé de la dictature des capitalistes.

## MAYOTTE

### Surenchère sécuritaire pour quelques voix de plus

**Le 16 avril, presque un an après Wuambushu, le ministre de l'intérieur Darmanin a lancé une nouvelle opération de « décasage » à Mayotte appelée « Mayotte place nette ». L'objectif du gouvernement est de doubler le nombre de bangas démantelés, de passer de 700 l'an dernier à 1300.**

La ministre déléguée, chargée des Outremer Marie Guévenoux, se réjouit que « *les moyens et les objectifs ont été renforcés* » sur place avec « *un gendarme pour 350 habitants à Mayotte contre 1 pour 1000 dans l'Hexagone* ».

La prétendue lutte contre l'habitat insalubre, l'immigration clandestine ou l'insécurité, a démarré ce mardi à Doujani, un quartier de Mamoudzou, et dans la ville de Dembeni, censés abriter certains des « *60 chefs de bandes* » qui sont la cible de la ministre décidée à faire respecter « *l'ordre républicain* ».

« *L'ordre républicain* ». Ces mots reviennent dans de nombreuses bouches d'élus, de responsables de collectifs telle que Yasmina Aouny, porte-parole du collectif Forces vives de Mayotte qui espère que cette opération s'inscrive dans la durée et que les expulsions des « *clandestins* » soient sans retour.

Cette nouvelle traque des immigrés ne va pas ramener « *la paix sociale* » aux Mahorais comme l'affirme la ministre. De l'aveu même de Mansour Kamardine, le dé-

puté LR de Mayotte, « *la vie n'a guère changé* » depuis Wuambushu 1.

Au contraire, elle a empiré pour les migrants qui ont été décasés ou chassés de leurs camps comme les Africains qui, depuis leur évacuation musclée du stade de Cavani, dorment dans les rues, sous les arcades des commerces, sans toit.

Pour tenter de calmer ceux qui comme Kamardine ne veulent plus « *laisser prospérer les bidonvilles et les zones de non-droit* », Darmanin a annoncé des « *mesures fortes* »

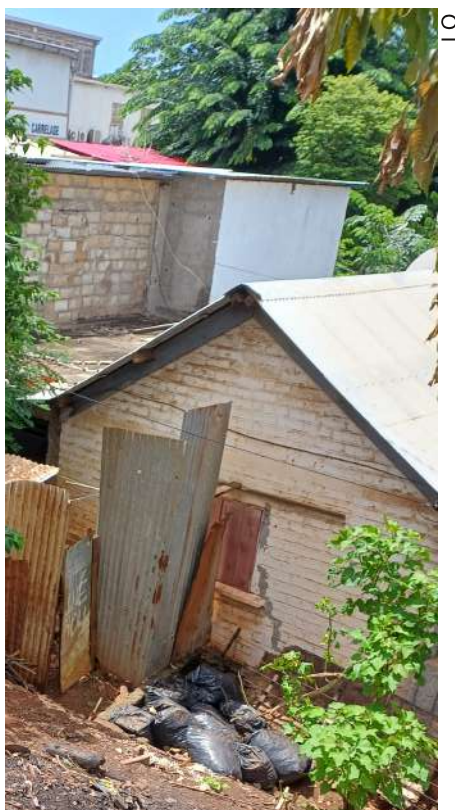
comme la fin du droit du sol à Mayotte ou un rideau de surveillance en mer qui se concrétisera par le déploiement d'un navire de guerre dans le Canal de Mozambique, deux vedettes côtières de la gendarmerie appuyés par des opérations terrestres militaires, dites Néphila.

Tout un arsenal pour faire la chasse à des pauvres qui fuient la misère et les guerres dans leurs pays !

Aucune de ces mesures n'améliorera les conditions d'existence de la population. Tous ces responsables politiques le savent parfaitement. Pourtant tous ils en veulent toujours plus !

Les Yasmina Aouny, Kamardine et autre Estelle Youssoufa, députée Liot, se disent « *trahis* » par le gouvernement et ne sachant plus à « *quel saint se vouer* ». Sauf que devant l'inquiétude et la désolation qui frappent la population ils savent très bien souffler sur les mêmes braises anti immigrés que les Macron, Darmanin, RN. De leur point de vue c'est tout bénéf : désigner un bouc émissaire, s'exonérer de leurs propres responsabilités et diviser le camp des pauvres et des exploités.

C'est précisément dans ce piège que les travailleurs conscients ne doivent pas tomber s'ils veulent briser les chaînes de la pauvreté, de l'exploitation, de la barbarie.



## Mépris colonial

### Les manifestants s'opposaient sur la réforme du corps électoral calédonien prévue par le gouvernement Macron.

En effet, le 2 avril, le Sénat a adopté le projet de loi constitutionnelle défendu par Macron et Darmanin visant à dégeler le corps électoral calédonien. Les accords signés en 1998 avaient permis à l'impérialisme français d'associer la petite bourgeoisie et les courants nationalistes kanaks à la gestion de l'archipel, en leur réservant des places dans les institutions et en leur octroyant une certaine autonomie. Le droit de vote avait alors été restreint aux « citoyens néocalédoniens », ceux résidant sur l'archipel avant 1998 et leurs descendants, un calcul qui favorisait un peu les Kanaks, tout en les laissant minoritaires face aux Caldoches, les descendants des colons, et à leurs partis anti-indépendantistes.

Ces dernières années, les partis indépendantistes ont gagné de l'influence sur le terrain électoral, notamment dans la communauté océanienne originaire des îles voisines du Pacifique. L'écart entre le non et le oui lors des derniers référendums sur l'indépendance s'est réduit de 18 000 en 2018 à moins de

10 000 voix en 2020. Les partis nationalistes kanaks, qui dirigent deux des trois provinces de l'archipel, les plus pauvres, ont depuis 2021 la majorité au gouvernement et au Congrès de Nouvelle-Calédonie. À l'approche des élections locales qui devraient être convoquées avant la fin de l'année, la droite anti-indépendantiste compte sur les 25 000 électeurs que lui amènerait la réforme constitutionnelle pour faire basculer dans son sens les institutions calédoniennes.

La crise politique ouverte par la réforme constitutionnelle s'ajoute dorénavant à la crise économique liée à l'effondrement des cours mondiaux du nickel. Le riche trust suisse Glencore, qui gère l'une des trois usines de l'archipel, vient d'annoncer la mise en sommeil de l'usine qu'il y gère en association avec la province du Nord et les partis nationalistes kanaks, le temps que les cours remontent. Cela représente une menace de plus sur ce secteur qui représente un cinquième de l'économie locale, plus de 10 000 emplois, et met en difficulté les finances locales.

Depuis la colonisation de la Nouvelle-Calédonie il y a 170 ans, l'État français, en s'appuyant sur les Caldoches et la bourgeoisie locale, joue sur la division entre communautés pour maintenir son emprise. Même

si, dans le passé proche, il a pris soin d'intégrer la petite bourgeoisie kanake au jeu institutionnel, les Kanaks restent toujours globalement méprisés, plus pauvres, plus au chômage, moins bien logés, moins bien payés. La réforme constitutionnelle concoctée à Paris, à 17 000 km de l'archipel, est une manœuvre dans le plus bel esprit colonial, visant à garder le contrôle d'un territoire que l'impérialisme français considère comme une base avancée dans le Pacifique pour y jouer dans la cour des grands, face à la Chine et derrière les États-Unis.



Visiter le site  
<https://www.lutte-ouvriere.org/>

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282